

Non
Groupe

Les Groupements d'Intérêts Pastoraux: une professionnalisation pragmatique mais lente du milieu éleveur

FRANCOIS BLANC¹, MATHIAS VONDO², ALAIN LE MASSON³ & ALPHONSE KOTA GUINZA⁴.

¹ Mission de Coopération et d'Action Culturelle (MCAC), po Box 11987, Windhoek, Namibie.

² Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC), BP 588, Bangui, République Centrafricaine.

³ CIRAD-EMVT, 2477 av. du Val de Montferrand, BP 5035, Montpellier, CEDEX 01, France.

⁴ Fonds Interprofessionnel de Développement de l'Elevage (FIDE), BP 996, Bangui, République Centrafricaine.

Introduction

L'extension des Mbororo en République Centrafricaine (RCA) s'est longtemps limitée aux zones libres de tsé-tsé des plateaux du Nord-Ouest. Ils n'ont pu progresser dans le pays qu'avec l'arrivée des trypanocides. En effet la présence de l'espèce de tsé-tsé *Glossina fuscipes fuscipes* fait des trypanosomoses la principale contrainte sanitaire en RCA: les dépenses des éleveurs pour les soins vétérinaires sont constituées à 60% par l'achat de trypanocides, loin devant les achats d'antibiotiques (8%) et de vermifuges (4%). L'accès aux produits vétérinaires est rapidement apparu comme le point névralgique du développement de l'élevage en RCA, qui a motivé les éleveurs pour toute solution qui permette leur acquisition et leur utilisation: la création de l'Association Nationale des Eleveurs Centrafricains (ANEC) en premier lieu, puis la mise en place des Groupements d'Intérêts Pastoraux (GIP).

Le but de l'ANEC était de relayer la distribution étatique, totalement déficiente, des intrants vétérinaires. L'ANEC est devenue une structure associative reconnue d'utilité publique, puis a été transformée en Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC) en 1985. L'ANEC utilisait une partie de la cotisation de ses membres pour fournir à ses adhérents des intrants vétérinaires. Le système a très rapidement abouti à une impasse, avec des stocks dont le renouvellement n'était pas assuré et un gaspillage considérable. La fourniture gratuite des médicaments, système qui se révélait inefficace, s'arrêta en 1983; une politique de large diffusion des produits vétérinaires à titre payant fut mise sur pied; un développement extrêmement rapide des ventes, preuve d'un besoin réel, s'ensuivit. La Direction des Intrants chargée de cette fonction a été restructurée en 1986 dans le cadre de la FNEC sur un modèle de coopérative de distribution de produits payés au coût intégral par l'éleveur bénéficiaire.

1. Mise en place d'un mouvement coopératif

1.1. Les objectifs d'une structuration du milieu par la base

Les bailleurs de fonds, comme nombre de techniciens des Services de l'Elevage, ont poussé à l'évolution de la "traditiono-structure" de la FNEC vers une plus grande représentation et responsabilisation professionnelle de la base à travers deux volets majeurs pour le développement de l'élevage:

i) la Direction des Intrants (DI) est la composante centrale du système. La DI assure la distribution de gros, à Bangui, et de demi-gros, dans les préfectures et sous-préfectures des zones d'élevage, des produits vétérinaires, elle commande et réceptionne les produits au siège de Bangui et les répartit en province dans son réseau de dépôt; son chiffre d'affaires a pourtant stagné voire régressé dans les deux années précédant la dévaluation. La DI s'inscrivait dès le début dans le cadre d'un projet de développement. La base de ses activités était pourtant essentiellement commerciale et exigeait des prises de décision rapides que seul un fonctionnement sur un mode privé, ou en tout cas largement autonome, aurait pu garantir. La fonctionnarisation, avec toutes les lourdeurs voire les biais de gestion qu'elle impliquait, s'est développée, et a nui à l'efficacité de la distribution.

ii) la Direction de l'Animation Mutualiste (DAM), chargée de la professionnalisation du milieu éleveur. Les turbulences au sein de la FNEC n'ont pas manqué de se faire ressentir sur la gestion du DI et sur les programmes de la DAM, paralysés par les diverses luttes d'intérêt. En effet la structuration professionnelle du milieu éleveur par la base, reposant sur la mise en place des GIP, constituait à terme un contre-pouvoir pour la chefferie traditionnelle, qui a alors résisté à ce programme développé par la DAM, bloquant toute évolution institutionnelle et ralentissant les actions techniques.

1.2. Le GIP: pharmacie ou association multifonctionnelle ?

Les GIP constituent le réseau d'associations de base des éleveurs centrafricains. Ils sont répartis dans l'ensemble des zones d'élevage. Les éleveurs se sont rassemblés, comme pour l'ANEC, dans le but premier de disposer de produits vétérinaires et d'être initiés à leur utilisation. Le second objectif initial, utiliser la structure coopérative du GIP pour introduire une gestion communautaire et durable de l'espace pastoral, s'est révélé peu mobilisateur du fait d'une moindre priorité accordée à ce domaine par les éleveurs, de résultats beaucoup plus abstraits et diffus au niveau individuel, et d'une bien plus grande complexité, notamment d'un point de vue social. La DAM a donc fondé la mise en place des GIP sur l'élément mobilisateur que constituait une pharmacie vétérinaire, correspondant à un besoin réel et clairement identifié, avec l'intention d'étendre les fonctions et les activités à d'autres domaines ultérieurement: actions techniques et sociales, représentation des intérêts des éleveurs, gestion de l'espace à un stade de structuration plus avancé. La pharmacie vétérinaire a constitué le point de fixation de l'activité des GIP et a assuré leur développement rapide: le premier GIP a été créé en 1983 et leur nombre dépasse en 1995 les 230.

Les actifs initiaux du GIP sont constitués par des cotisations volontaires des membres, ou droits d'adhésion, d'un montant compris entre 500 et 20.000 CFA selon la richesse, le rang social et, de manière contradictoire avec les principes coopératifs, l'ambition de la personne dans la direction du GIP. Ces actifs initiaux servent à l'achat des

premiers stocks de médicaments, payés par le GIP avec une ristourne de 15% par rapport au prix public et revendus à ce prix public. L'activité des pharmacies vétérinaires permet aux GIP d'une part de financer cette activité (approvisionnement, déplacements, rémunération du pharmacien) et d'autre part de générer des liquidités qui peuvent (et doivent, au risque de se transformer en dettes pérennes) être utilisées à diverses activités au sein du GIP ou en association avec d'autres GIP dans la structure fédérative au niveau sous-préfectoral: la Fédération Locale de Groupements d'Intérêts Pastoraux (FELGIP).

Les études menées dans les dernières années (Boutrais, 1988; Le Masson et Remayeko, 1990; Blanc *et al.*, 1993; Blanc *et al.*, 1995) ont montré que la société Mbororo traverse une crise grave: les éleveurs maîtrisent mal les contraintes qui se posent à eux (environnement pathologique, prix et circuits de commercialisation). Ils ont du et devront encore affronter des modifications radicales de leurs systèmes de production dont l'engagement agricole constitue un exemple illustratif. Ces défis socio-économiques exigent la mise en place de structures qui permettent à cette communauté d'exprimer elle-même ses besoins, de concevoir et de participer à la mise en place des solutions, et qui favorise l'adaptation, l'appropriation et la diffusion des améliorations techniques. La responsabilisation des éleveurs peut seule permettre un développement qui ne se trompe pas de priorités. Il s'agit de permettre à ces professionnels de prendre en charge leur avenir, de se poser en partenaires des structures d'encadrement et finalement de maîtriser les contraintes qu'ils affrontent. Les GIP regroupent des réalités diverses: Certains GIP ne disposent pas d'autre projet que celui de disposer d'une pharmacie vétérinaire; certains ne sont que des associations artificielles, constituées d'une personnalité et des membres de sa fratrie. Des projets ont peu de chance de réussir de but en blanc dans ces GIP qui le plus souvent soit s'en désintéressent, soit visent plus à la captation de l'activité des services techniques, pour les bénéfices économiques directs ou le prestige social qu'ils en retirent, qu'une réelle optique de développement.

La plupart des éleveurs expriment pourtant des besoins sociaux immédiats et jugés prioritaires comme l'accès à des soins de santé décents et à une éducation minimale. Les GIP constituent le cadre idéal pour la mise en place de ces actions sociales. Les GIP se sont créés autour du projet précis de mise à disposition de médicaments vétérinaires, mais doivent évoluer de ce rôle initial vers des fonctions socio-économiques plus larges, d'ailleurs déjà présentes dans l'esprit des concepteurs du programme (Kota-Guinza *et al.*, 1985). Cet épanouissement du GIP ne peut toutefois se concevoir qu'à partir du moment où l'activité de pharmacie dispose d'une gestion saine, dégage des liquidités qui permettent la subvention d'autres activités et entraîne une mobilisation suffisante des membres qui voient dans le GIP un espace de règlement de leurs problèmes, une "cellule de développement". Les GIP constituent la base du mouvement coopératif, l'autre tendance, antagoniste de la logique féodale, de l'évolution de la FNEC.

2. Le fonctionnement des Groupements d'Intérêts Pastoraux

2.1. Le fonctionnement des pharmacies vétérinaires

Les GIP se sont créés autour de la diffusion de produits vétérinaires. Ce domaine a permis le rassemblement des éleveurs autour d'un projet commun pragmatique et prioritaire et a assuré le dynamisme du programme; c'est là une caractéristique de l'essor des mouvements coopératifs (Desroches, 1976; Belloncle, 1978; Mercoiret, 1992; Blanc *et al.*, 1995)) de fonder leur réussite sur des éléments concrets, apportant des bénéfices individuels, contrairement à une idéologie communautaire simpliste ou doctrinale, et rapides. La gestion de ce stock de produits devait permettre au GIP de dégager un

bénéfice, or c'est dans cette gestion qu'est apparu un problème préoccupant: des éleveurs achètent des produits à crédit et les remboursements se font de plus en plus difficiles; d'autres "empruntent" des sommes de plus en plus importantes, officiellement ou discrètement, sans même, progressivement, envisager leur remboursement. Ces dettes se sont accumulées au cours des années au point d'atteindre (dettes reconnues et non reconnues) environ 45% des actifs des GIP en 1993.

2.1.1. Structure de la dette

La figure 1 représente l'inégalité de répartition individuelle des dettes en 1993 (courbe de Lorenz): plus la courbe est proche de la médiane, plus la dette est répartie égalitairement et inversement; la répartition présente un aspect extrêmement inégalitaire: quelques individus concentrent l'essentiel de la dette. Le tableau 1 indique le montant moyen des dettes selon la place de l'éleveur dans le GIP: pharmacien, président, autre membre du bureau, autre membre du GIP, éleveur hors GIP. La dispersion des dettes est considérable au sein de chaque catégorie. Quelques individus concentrent ainsi une grande partie des dettes (Tableau 2).

La même répartition se retrouve au niveau du GIP: 10% des GIP sont responsables de 59% de la dette (toutefois 10% des GIP forment également 49% des actifs de l'ensemble des GIP). Deux points sont donc à souligner: i) un comportement très raisonnable de l'ensemble des éleveurs: la plupart d'entre eux ont des dettes qu'ils peuvent honorer à terme. Ceci reste valable pour les "ardos" (chefs de campements) importants, les pharmaciens et les présidents de groupement, bien qu'ils soient en position favorable pour créer ces dettes. Cette majorité d'éleveurs raisonnables ne serait pas gênée et sans doute même intéressée si un montant maximum autorisé de dette était fixé. ii) une situation de crise créée par quelques personnalités influentes: quelles mesures peuvent être prises à l'encontre de telles pratiques prédatrices? peut-on arriver à contraindre de telles personnes? cette crise est révélatrice, au moins en partie, des difficultés d'instaurer un mouvement coopératif et une transparence de gestion dans une société Mbororo fonctionnant largement via la mainmise de quelques individus influents, dictant leurs décisions plutôt que les négociant, et où le mutisme et la fuite constituent, en général, les expressions les plus communes de la désapprobation (Boutrais, 1988). Fort heureusement cette règle n'est pas absolue, mais l'intérêt personnel plus que l'enthousiasme coopératif animent bien souvent les remises en cause du pouvoir établi.

2.1.2. La dette comme auto-rémunération des GIP

Aucune rémunération n'était initialement prévue pour le pharmacien ni pour les sociétaires du GIP, ce qui était particulièrement naïf et démotivant. Il a été ensuite proposé qu'1/6ème du chiffre d'affaire de la période soit reversé au pharmacien, et 1/6ème pour les autres sociétaires; cette mesure n'était toutefois appliquée que lorsque le GIP travaillait bien. C'était une sorte de récompense et non un droit qui, en pratique, était peu appliquée: au maximum une dizaine de GIP par an en bénéficiaient. Les palabres portaient fréquemment sur cette absence de rémunération lors des discussions avec les membres du GIP et notamment avec le pharmacien qui se plaignait de ne pas être payé de ses efforts. L'attribution d'une rémunération de manière beaucoup plus systématique a constitué un encouragement à une bonne gestion par un pharmacien.

La situation héritée désormais s'apparente à une crise de la dette à petite échelle: comment s'en sortir honorablement, équitablement et sur des bases renouvelées? Les montants les plus considérables des dettes et des déficits ne seront pas remboursés pour la plupart; les traîner compliquera la tenue des livres dans la mesure où certains GIP auront

des irrégularités à cacher. Une simple annulation reviendrait à justifier les irrégularités commises et donc à les encourager pour la suite. Une rétribution effaçant en priorité les dettes et les déficits, voire la décision de "repartir à nouveau" prises lors d'Assemblées Générales compétentes, permettront au contraire d'épurer progressivement la situation financière de la plupart des GIP; la condition *sine qua non* d'un tel plan d'assainissement, à décider au cas par cas, est la nécessaire mise en place d'une tenue de documents comptables et la prise de règlements intérieurs, bref le renouvellement des modes de gestion des GIP vers un meilleur suivi et une plus grande rigueur. Toutefois, dans certains GIP, des pratiques individuelles léonines rendront ces systèmes inapplicables. Quelles mesures peuvent alors être envisagées?

2.2. Des solutions mises en place

Une telle concentration des dettes entre les mains de quelques-uns reste anormale. Elle pénalise les éleveurs sans influence, soit directement, soit en limitant les possibilités d'investissements du GIP. Un taux raisonnable de dettes bien réparties est admissible: le GIP rend ainsi un service très appréciable pour des éleveurs en difficulté chronique de liquidités, par la possibilité d'achat de médicaments à crédit, en attendant la future mise en place d'un système d'épargne - crédit en milieu rural. L'arbitraire et l'excès des emprunts doivent obligatoirement être réduits pour permettre la mise en place de programmes étendus au sein des GIP.

2.2.1. Une classification opérationnelle du fonctionnement du GIP

Les animateurs de la DAM n'ont pas toujours le niveau requis pour réaliser un suivi des GIP incluant animation, auto-analyse, recherche de solutions en commun, etc. Ils doivent être dotés d'indications suffisamment claires pour leur permettre de faire face à la plupart des situations qu'ils affrontent. Ainsi une classification des GIP a été réalisée de manière opérationnelle (figure 2): elle distingue 4 sortes de GIP selon le montant de leurs actifs et leur taux d'endettement:

i) les GIP dont les actifs sont réduits avec un faible taux d'endettement; ces GIP sont souvent en phase de démarrage; l'animateur travaillera à la mise en place des mesures préventives pour permettre un bon fonctionnement ultérieur: comptabilité, règlement intérieur; ce cas est relativement simple, courant et favorable.

ii) les GIP dont les actifs sont importants avec un faible taux d'endettement: ces GIP sont bien gérés, de manière empirique assez souvent; outre les mesures précédentes, de toute manière utiles, l'animateur discutera avec les membres des mesures de diversification voire d'épargne dans un éventuel système bancaire, afin d'utiliser ou de sécuriser des fonds qui constituent autant d'importantes tentations.

iii) les GIP dont les actifs sont réduits avec un fort taux d'endettement; très souvent ces GIP ne sont plus que des coquilles vides; des mesures de redressement doivent être prises rapidement, qui restent possible si les dettes individuelles sont réduites, à moins de voir ce GIP disparaître de fait; à moins de ce rebond salutaire, une fermeture, qui constitue en pratique l'issue la plus fréquente, s'impose.

iv) les GIP dont les actifs sont importants avec un fort taux d'endettement: cette situation est la plus complexe, car les mesures de redressement sont difficiles; la dette et les déficits non reconnus notamment sont le plus souvent concentrés entre quelques personnes. Peu réussissent, malgré quelques exceptions notables, à remonter la pente à l'aide de remboursements volontaristes. Si une partie de la dette est remboursée, une

redistribution peut venir apurer les autres déficits à condition que la gestion ultérieure soit correcte. Souvent une fermeture après deux avertissements reste la solution finale, avant une relance du GIP sur des bases plus saines et en excluant les responsables de la faillite précédente.

Cette classification stricte rend toutefois mal compte du travail d'animation et des discussions menés sur le terrain. Un tel schéma n'est qu'un guide aux animateurs qui s'en inspirent pour mener leurs débats et favoriser la prise d'engagements par le GIP. Il permet également à la DAM de suivre l'évolution globale de la situation des GIP afin d'y adapter les programmes nécessaires (formation à la comptabilité, mise en place de caisses d'épargne - crédit, diversification des activités, etc.).

2.2.2. Formation à la gestion et règlement intérieur

Le fait que le contrôle de gestion des GIP ait été réalisé jusqu'en 1992 par les animateurs sans aucune possibilité de suivi interne par les membres du GIP eux-mêmes a créé une absence de responsabilisation voire de compréhension de la mécanique financière des GIP. Le constat de cette carence, tôt perçu, a entraîné la mise en place d'un programme d'alphabétisation fonctionnelle. La formation utilisée (Belloncle, 1992) donne d'un point de vue technique entière satisfaction: un bon taux de réussite est obtenu si les comptables sont correctement sélectionnés. Les problèmes apparaissent au moment de du retour et de l'insertion de ces comptables dans leur GIP. Leur mise à l'écart peut alors procéder d'un manque d'insertion sociale, de représentativité de ce comptable qu'on a délégué pour "faire plaisir aux animateurs" (qui se résume donc à une mauvaise sélection au départ) mais aussi d'une volonté de masquer les défauts de gestion du GIP. La comptabilité apparaît ainsi comme un outil performant mais qui ne garantit pas une bonne gestion; cet outil permet mais ne se substitue pas à une volonté de travailler selon des principes "sains", c'est-à-dire, de manière réductrice, dans l'intérêt de la communauté.

La disparition d'un GIP n'est pas en soit une mauvaise chose si elle permet de solder une situation irrécupérable et un départ sur des bases plus saines. Elle peut même servir d'exemple, surtout dans une société où le sentiment de "deshonneur public" reste développé, sans toutefois pouvoir servir de "levier social". La relance d'un tel GIP doit garantir que les personnes qui ont entraîné la faillite antérieure ne se retrouvent pas à nouveau dans le GIP. Cette relance ne doit être faite que si le bureau du GIP est purgé des anciens responsables inconséquents. Par ailleurs les membres de l'ancien GIP ne peuvent être admis que s'ils contribuent initialement à un montant équivalent à leur ancienne dette. Ces règles doivent être respectées sous peine de voir se poser à nouveau les mêmes problèmes avec les mêmes personnes, et de dégoutter finalement l'ensemble des éleveurs vis-à-vis de la structure du GIP.

L'absence de règles de fonctionnement propres à chaque GIP, en dehors des statuts, ne contribue pas à une gestion rigoureuse. La DAM a amorcé la mise en place progressive mais systématique de Règlements Intérieurs au sein des GIP. Les éleveurs se concertent lors des Assemblées Générales sur une codification du fonctionnement du GIP et notamment des dettes. Les points à inclure dans le règlement intérieur du GIP sont les suivants:

- i) Peut-on prêter l'argent du GIP à un adhérent ou à un non-adhérent ?
- ii) Pour quoi va-t-on prêter ?
- iii) Pour combien de temps ?
- iv) Combien peut-on prêter ?
- v) Que faire lorsque les personnes ne veulent pas rembourser ?

En général la prise de ces règlements intérieurs est facile, et la participation des éleveurs est d'autant meilleure que ce sont des mesures visant à régler des problèmes concrets qu'ils connaissent bien; mais la mise en pratique est plus délicate, les excuses des uns et des autres nombreuses. Dans la mesure où ces règlements ne constituent que des guides de bonne gestion, mais ne sont pas des garanties ni contre des tentations trop fortes, ni contre les diktats de certaines personnalités influentes, d'autres moyens sont prévus pour soustraire les fonds à l'arbitraire individuel: en attendant le développement d'un réseau de caisses d'épargne - crédit, qui a tant fait défaut au fonctionnement financier des GIP jusqu'alors, des coffre-fort à deux ou trois clés vont être introduits, d'abord à titre expérimental, dans les GIP demandeurs. Les fonds des GIP, et d'autres éventuellement, seront ainsi mis à l'abri des tentations immédiates, et les détournements seront à la fois plus officiels et plus prémédités, ce qui peut constituer un frein aux pratiques discrétionnaires.

Toutes ces mesures sont en tout cas longues à porter leurs fruits, car si les montants des nouvelles dettes restent raisonnables et les tendances à faire de nouveaux déficits bien plus réduits, le pourcentage de dettes + déficit à la fin 1995 reste de 39%!

2.2.3. Des mesures de contrainte sont-elles possibles ?

La DAM a adopté désormais une vision "contractuelle" de ses rapports avec les GIP: le GIP procède d'un contrat moral entre la DAM, une communauté d'éleveurs et le DI qui concède un rabais de 15% sur la vente des médicaments. Les obligations de la DAM sont d'assurer un encadrement et un appui efficace des GIP, et d'avertir lors des visites les membres d'irrégularités qui menacent l'activité communautaire. Il est important que le compte-rendu des visites de la DAM soit publique. Ceci constitue une première mesure pour le redressement des irrégularités individuelles; cette "publicité" ne sera pas toujours efficace et quelques fortes personnalités, à rôle dominant au sein du GIP, continueront leurs irrégularités: il est parfois étonnant de constater le mépris et la rapacité de certains responsables, membres de la chefferie traditionnelle, vis-à-vis de leurs dépendants. Ces GIP ne remplissant plus leur part d'obligations du contrat, des mesures d'avertissement, de redressement puis de suspension sont alors envisagées.

Ce n'est que sous la condition expresse d'une bonne gestion, sur le plan à la fois financier et communautaire, que le GIP, assaini et consolidé, pourra jouer pleinement son rôle d'entité de base de développement et de représentation des intérêts des éleveurs.

3. Perspectives de développement

3.1. Les GIP: une action à différents niveaux

Différentes actions doivent se greffer sur les GIP pour élargir leurs activités et leur faire jouer leur fonction de développement et non plus strictement de pharmacie vétérinaire. Le choix de ces actions est guidé par des enquêtes participatives sur les besoins des éleveurs, les "auto-diagnostic assistés" (Belloncle, 1994) mais aussi par les stratégies définies par les structures d'encadrement, même si elles demandent de profondes adaptations. En effet certains problèmes graves peuvent ne pas être perçus comme des priorités par les éleveurs, préoccupés par des contraintes au quotidien, dans la mesure où des adaptations de court et moyen termes peuvent différer la crise; c'est typiquement le cas de la gestion du pâturage. Les coopératives se créent d'abord pour répondre à des besoins pressants (ici, la disposition de médicaments), ensuite pour

améliorer leur cadre de vie (santé, éducation). Ce n'est que progressivement que des perspectives de long terme (gestion de l'espace) peuvent être introduites. Elles doivent ainsi assurer aux éleveurs en priorité la satisfaction de besoins individuels et ensuite seulement de besoins collectifs, d'autant plus que la société Mbororo est fortement individualiste: l'autorité la moins contestée, et encore, reste celle de l'ardo, originellement fondée sur son aptitude à conduire le bétail. L'idéologie communautaire et démocratique des GIP apparaît en définitive assez décalée par rapport à la "pente culturelle" de la société, ce qui ne signifie pas son inadéquation, mais souligne les difficultés et les lenteurs inévitables d'adoption d'un tel projet.

Les programmes économiques concernent la mise en place de fromageries artisanales, l'appui à l'engagement agricole des éleveurs et la diffusion de reproducteurs trypanotolérants. D'autres programmes pourront s'y ajouter et se combiner avec la mise en place de réseaux d'épargne - crédit assurant de manière sûre la fonction d'épargne, une nécessité à la fois pour l'éleveur individuel et pour les fonds des GIP, encore plus que l'obtention de crédits. Les programmes sociaux comprennent un volet santé et un volet éducation, à la fois scolaire et de formation technique. Ces formations concernent plusieurs niveaux (utilisation de produits vétérinaires, correspondants techniques de vulgarisation, vulgarisateurs, cadres) et domaines (élevage, agriculture) qui se fondent sur les besoins exprimés par les éleveurs autant que sur les politiques définies par les structures d'encadrement.

3.2. Que veulent les GIP ?

Des enquêtes participatives sur les besoins des GIP et de leurs adhérents ont été réalisées. Les besoins varient d'un GIP à l'autre: la première distinction nette apparaît entre les GIP qui d'évidence ont réfléchi à un "projet" plus large que la simple gestion d'un simple stock de pharmacie, et les GIP qui ont attendu l'entretien pour ordonner leurs idées. Ce critère est important à quantifier et repérer: il permet de savoir quels GIP ont déjà prévu de consacrer une partie de leurs fonds à des financements.

3.2.1. Représentation et administration des éleveurs

La cohabitation entre agriculteurs et éleveurs pose constamment problème: bêtes abattues d'un côté, champs ravagés de l'autre. Les deux communautés ne cessent de se plaindre sur le non-respect des anciens zonages de partage, qui doivent être le plus souvent revus lors de négociations locales entre les représentants de chaque profession (recoupant largement un clivage ethnique et culturel) et les autorités. Ce rôle de négociateur devait être joué pour les éleveurs par les présidents de GIP, chargés de défendre les intérêts des éleveurs lors de telles discussions. Les représentants de la FNEC, à la fois des éleveurs auprès des autorités et de la FNEC auprès des éleveurs, étaient dans les anciens statuts nommés par le Secrétariat Général de la FNEC, sorte d'émissaires de la FNEC auprès des éleveurs. Ils tirent désormais leur légitimité de la base dont ils sont censés défendre les intérêts auprès des instances décisionnelles de la FNEC, ce qui a permis d'écarter certains "parachutés" sans représentation et peu acceptés dans le milieu. Toutefois le changement des rôles et des pratiques de commandement que cette réforme aurait dû entraîner n'est pas toujours net dans la pratique, malgré des formations "administratives" des responsables sur leurs attributions, tant il est vrai qu'un fonctionnement coopératif ne s'impose pas de l'extérieur, mais correspond à un état d'esprit et des pratiques endogènes au milieu. Dans une société peu foncièrement inégalitaire et féodale, ces pratiques ne peuvent que diffuser progressivement, entre évolution des mentalités et incitations des structures de développement

Les GIP, en tant que structure officielle et élue à la base de l'organisation de l'élevage centrafricain, doivent revendiquer un rôle dans la gestion des infrastructures de cet élevage, notamment dans la perception des taxes finançant en partie le développement de la filière et reversées au Fonds Interprofessionnel de Développement de l'Élevage (FIDE); cette institution créée en 1995 coordonne d'un point de vue technique et financier les opérateurs de la filière: ANDE, FNEC mais aussi à terme l'Association Centrafricaine des Commerçants de Bétail (ACCB) et l'Association Nationale des Bouchers Centrafricains (ANBC). C'est désormais le plus souvent un membre du GIP, ou à défaut de ces autres structures, qui occupe la fonction de percepteur de marché. Le but est de faire jouer au GIP la fonction de structure de base de l'élevage en RCA et d'y rattacher progressivement l'ensemble des attributions de cette fonction.

Les GIP, en tant que points de contact préférentiels avec le milieu éleveur, ont été progressivement impliqués dans nombre d'actions socio-économiques: organisation des campagnes de vaccination, vente des cartes d'adhésion à la FNEC. La DAM a appuyé cette implication qui renforce la représentativité des GIP. Les GIP ont la responsabilité de la construction des parcs de vaccination dans les campagnes contre la Peste Bovine qui menace, du Soudan, le cheptel centrafricain, et du bon déroulement de ces campagnes (convocation des éleveurs, aide à la vaccination). Les présidents de GIP doivent aussi placer les cartes d'adhésion à la FNEC. 2.000 CFA sont reversés au GIP sur les 10.000 CFA de prix de vente de ces cartes.

Les GIP avaient initialement reçu comme attribution principale la gestion durable de l'espace; cette fonction a connu très peu d'applications pratiques, aussi bien dans les Zones d'Action Agro-Pastorales (ZAGROP) que dans les Unités Pastorales (UP) pour diverses raisons: désintérêt des éleveurs pour une gestion durable par rapport à une exploitation minière; mainmise des responsables sur les ZAGROP pour en faire un prétexte à exactions; appropriation des UP par d'autres en excluant le reste de la communauté; refus des éleveurs extérieurs comme des agriculteurs de ces structures, perçues comme des appropriations illégitimes et menaçantes pour l'équilibre social sur un sujet aussi sensible. Les politiques de gestion de l'espace pastoral en RCA s'axent désormais sur la mise en place des Associations Agriculteurs - Éleveurs (AEA); les statuts de ces AEA instituent explicitement les GIP organe de représentation des éleveurs face aux groupements d'autres communautés d'agriculteurs et de chasseurs. Ces AEA doivent à la fois permettre l'entente entre les diverses communautés quant à la répartition de leur terroir, et constituer pour chaque communauté un cadre pour une gestion durable, des pâturages par exemple, selon un cahier des charges établi en concertation entre les intervenants: bénéficiaires, techniciens et administration. Conçu avec des attributions plus ouvertes que les structures précédentes, prenant notamment en compte les conflits entre les diverses communautés, une préoccupation majeure des éleveurs, le projet d'AEA apparaît séduisant. L'aptitude du GIP à représenter l'ensemble des éleveurs d'une localité, et celle de ses dirigeants à faire respecter par toute la communauté les engagements pris, seront essentiels à leur efficacité; les éleveurs avaient surtout trouvé dans les GIP une satisfaction à des besoins individuels; en sera-t-il différemment dans les AEA? Il est de toute manière acquis que sans l'implication effective des GIP (ainsi que, pour les mêmes raisons, des structures de représentation des agriculteurs!), les AEA sont condamnées à n'être qu'une coquille vide.

3.2.2. Actions techniques

3.2.3.1. La paupérisation des éleveurs

L'ensemble des problèmes de l'élevage conduit à une paupérisation qui s'aggrave d'année en année. Un nombre croissant d'éleveurs rentrent dans cette spirale de décapitalisation et se retrouvent presque sans troupeaux. Un taux de fécondité bas, des mortalités élevées dues à une pression pathologique forte, la détérioration des termes de l'échange bétail / biens achetés qui force à une exploitation accrue, divers prélèvements "forcés", sont autant de facteurs qui se combinent pour aboutir à cette paupérisation. Les éleveurs ont mis en oeuvre des rééquilibrages, dont le principal est un engagement agricole qui s'accroît afin de diminuer les achats de vivriers et, partant l'exploitation du cheptel. Cet engagement agricole a en effet abaissé les taux d'exploitation mais, trop récente encore, n'a pu empêcher la baisse de la taille du troupeau des divers années (- 3% en moyenne) (Blanc *et al.*, 1993; Blanc *et al.*, 1995; Kaïdalla, 1995).

L'héritage d'une partie du troupeau se fait relativement jeune chez les Mbororo de RCA, pratiquement dès que l'enfant atteint l'âge de maturité. Ces héritages aboutissent à la constitution de petits troupeaux peu viables du fait d'un nombre élevé d'enfants entre lesquels partager ce bétail. Boutrais (1988) avait déjà constaté l'abandon du système traditionnel de prêt solidaire (dénommé "falale" en RCA) des peuls. Ce falale constituait un mode de régulation visant à surmonter les crises temporaires individuelles. C'est désormais le mode de reproduction social et de transmission entre générations du fondement même de la société peule, le troupeau, qui s'avère menacé; et c'est donc une déstructuration profonde de la société peule, de ses modes de régulation et de ses valeurs fondatrices qui se produit actuellement. La société entière se retrouve contrainte à changer et à s'adapter. Ce changement doit donc être bien compris par les services techniques, d'où une implication des bénéficiaires, pour favoriser une transition vers des systèmes stabilisés et durables radicalement différents de l'élevage peul tel qu'il existait jusqu'en 1980. Cette situation n'est d'ailleurs pas défavorable à l'adoption de nouvelles techniques: les éleveurs contraints d'évoluer seront d'autant plus disposés à essayer différentes solutions; le problème est que leur marge de manoeuvre, financière notamment, est de plus en plus réduite, et les temps d'adaptation, à l'agriculture par exemple, relativement longs.

3.2.3.2. Activités féminines

Les femmes sont largement mises à contribution au sein de la famille peule. Dans leurs activités ménagères, elles ont la charge de l'éducation des enfants; les programmes de santé, qui concernent en premier lieu ces enfants, doivent donc forcément les impliquer. La traite et la commercialisation du lait reste de leur ressort; cette activité traditionnelle a constitué la base des programmes de développement des fromageries artisanales (Le Masson, 1993), petites unités transformant le trop-plein de lait non commercialisable à l'état frais en un produit pouvant être conservé et mieux valorisé. Ce programme, techniquement un succès, se heurte aux mêmes difficultés de gestion que les GIP, et à un choix des implantations peu pertinent qui ne facilite pas l'écoulement des produits vers les places urbaines de grande consommation.

Les activités d'artisanat (confection de calebasses, de couvercles tressés) sont diverses et mal connues. Les éleveurs prétendent que leurs femmes vendent couramment ces petits objets aux autochtones. Ces activités pourraient constituer, comme dans d'autres sociétés peules, au Burkina Faso par exemple, des sources de revenu non négligeables.

3.2.3.3. Le commerce du bétail

Les éleveurs se plaignent de leur impuissance vis-à-vis des commerçants à bétail qui leur dictent leurs conditions. Ces contraintes à la commercialisation restent assez peu précisées mais elles relèvent en grande partie de difficultés pratiques: accès aux marchés éloignés, difficulté avec les autorités administratives, entente entre les commerçants, etc. Les raisons pour lesquelles les éleveurs n'organisent pas des convois de bétail ne sont pas claires. Le convoyage des bêtes, qui individuellement revient trop cher, est sans doute la principale contrainte. Ils sont alors obligés de vendre sur place et à moindre prix de jeunes bêtes car les bouchers locaux ne disposent pas assez d'argent pour leur payer le prix des bêtes adultes.

Une étude plus détaillée des mécanismes au niveau local paraît indispensable pour clarifier la situation et améliorer les problèmes de vente. Dans bien des cas de telles études ont toutefois révélé que les marges faibles avec lesquelles les commerçants travaillent correspondent à un réel service et qu'il n'est pas facile dans ces conditions d'améliorer les prix aux éleveurs. Il est parfois plus efficace de mettre en place des systèmes de thésaurisation monétaire, ce que permettrait un réseau d'épargne - crédit local, qui permettent à l'éleveur de ne pas être contraint à vendre ses animaux à la va-vite, et des systèmes d'information, notamment de mercuriales radiodiffusées, pour favoriser des discussions sur des bases moins confidentielles, l'un des avantages des commerçants en RCA comme ailleurs.

3.2.3. Actions sociales

Le manque de soins de santé est de loin le problème que les éleveurs ressentent le plus; les éleveurs ont un jugement très négatif des structures sanitaires d'Etat: manque d'approvisionnement en médicaments, exactions à leur égard, efficacité souvent moyenne, absence de femmes pour traiter les problèmes gynécologiques, notamment l'accouchement. Ils se plaignent également de l'éloignement du centre de soins et de la pharmacie, de leur ignorance envers les maladies et les médicaments qui peuvent les traiter, des règles d'hygiène.

Le second besoin cité est l'accès à l'éducation d'Etat, appelée "l'école française" par rapport à l'école coranique. Les anciens souffrent du fait qu'ils ne peuvent parler français, qu'ils ne savent pas lire et écrire le français; ils se sentent marginalisés au sein de la communauté centrafricaine et particulièrement au sein des élites dirigeantes, de l'administration notamment, qui détiennent le pouvoir décisionnel. Ils souhaitent que cette situation ne se reproduise pas pour leurs enfants: "dans la vie d'aujourd'hui il faut savoir lire et écrire." La distance aux écoles d'Etat et leur fonctionnement irrégulier lors des dernières années rebutent les éleveurs. L'installation d'une école de brousse leur permettrait d'y envoyer les jeunes, garçons et filles. Les éleveurs acceptent de cotiser pour entretenir un enseignant sur place; quelques écoles de brousse se sont déjà montées, résultats plus prometteurs que les demandes d'ouverture officielle: certains GIP ont fait une demande aux autorités depuis deux ans déjà sans que la situation ne se débloque. Il apparaît donc des besoins à des niveaux différents: le plus immédiat, c'est l'apprentissage de l'écriture latine pour comprendre les écrits qui les entourent, "pour ne plus être aveugle". Un programme à court terme à mettre en place peut s'inspirer des stages d'alphabétisation. Des formations très pratiques dans le domaine de l'élevage ou de l'agriculture constituent le second niveau. Enfin la poursuite d'un cursus scolaire complet par les jeunes enfants, c'est-à-dire la réintégration des éleveurs dans un système éducatif qui tiennent compte des spécificités de leur mode de vie, permettra à terme la promotion de cadres, de responsables, de commerçants, etc, sélectionnés sur une base large.

La construction de lieux de culte revient bien entendu fréquemment dans les utilisations des fonds des GIP, libres de disposer de ses fonds pour toute action qu'il envisage. D'ailleurs la construction d'une mosquée est le premier investissement réalisé spontanément par un GIP qui s'est un peu agrandi.

3.3. Structuration des niveaux fédéraux

L'organisation fédérale doit également être envisagée avec le renforcement des FELGIP. La récente modification des statuts de la FNEC, avec la fonction de représentant désormais tenue par le président de la FELGIP, donne toute son importance à cette organisation. Les GIP ne constituent que le premier niveau du mouvement coopératif de l'élevage; d'autres structures doivent fédérer ce niveau primaire et se fédérer elles-mêmes en un Secrétariat Général susceptible d'être le partenaire professionnel vis-à-vis de l'ANDE, responsable technique.

3.3.1. Rôle et attributions des FELGIP

Des actions de développement de plus grande envergure, notamment la création de magasins communautaires, la distribution de demi-gros des intrants vétérinaires, l'entretien des marchés, des programmes de formation avancée de techniciens en santé, production animales et à la gestion ne peuvent se concevoir qu'à un niveau fédéral. C'est le projet des FELGIP. Les FELGIP se limitent encore actuellement pour la plupart à des opérations ponctuelles d'approvisionnement. Elles ne pourront toutefois avoir de consistance qu'à partir du moment où les GIP sur lesquels elles reposent auront un fonctionnement sain, et lorsqu'elles disposeront elles-mêmes de ressources bien gérées et régulières. Ces ressources leur permettront de lancer ou de participer au lancement d'initiatives à leur niveau.

Les présidents de FELGIP sont devenus les représentants FNEC dans leur sous-préfecture, rôle que certains jouaient déjà. L'élection de ces personnalités à partir de la population des éleveurs est une garantie de leur représentativité et de leur influence. Cette valorisation du rôle du président de FELGIP ne peut que valoriser la structure elle-même. La fonction économique de la FELGIP doit, dans ce contexte, être renforcée et primer sur la fonction de simple représentation, à moins de voir se réintroduire à cette occasion les luttes de pouvoir internes à la société Mbororo qui transformeraient alors les FELGIP en de simples arènes d'ambitions et de tremplins vers une fonction dominante, avec un abandon des fonctions de service. Les moyens financiers de la FELGIP, issus de la vente des cartes d'éleveurs, des cotisations des groupements ou des revenus de ses activités, pourraient servir à l'équiper en bâtiments, moyens de transport ou centres de formation pour lui faire jouer un rôle pérenne.

3.3.2. Des magasins communautaires aux dépôts FNEC en gérance FELGIP

Plusieurs GIP, satisfaits du succès des opérations FELGIP et des services que ces achats groupés leur avaient procuré, sont passés à un stade plus avancé d'un magasin communautaire: une structure permanente sise à la préfecture et sous-préfecture assure la vente, voire la distribution, des produits diffusés lors des opérations FELGIP (sel, natron, produits alimentaires). Toutefois les premières expériences indiquent que la gestion par la FELGIP n'est pas beaucoup plus intéressante pour les éleveurs que celle effectuée par les commerçants, en tout cas que les marges sur des produits "tout venant" ne sont pas considérables.

La distribution de produits vétérinaires, pour laquelle la FNEC détient un quasi-monopole, au moins dans le secteur formel, se révèle beaucoup plus mobilisatrice et génératrice de fonds. La gestion d'un dépôt de produits vétérinaires est le stade avancé de l'implication des groupements professionnels dans la distribution d'intrants. La reprise d'un premier dépôt en gérance libre a été essayée à l'occasion des fermetures des dépôts non rentables suite aux économies imposées par la dévaluation du franc CFA, adjointe à une gestion inefficace du DI. La responsabilisation des éleveurs au niveau des magasins d'approvisionnement de demi-gros, cohérente avec les objectifs coopératifs, heurte toutefois de front les intérêts de la profession vétérinaires, qui n'a jamais accepté d'être dépossédée de cette prérogative du fait de son incapacité à l'organiser. Les vétérinaires fonctionnaires de RCA rêvent de reprendre les dépôts FNEC et d'y installer des prête-nom qui leur écouleraient leur produit dans une zone garantie par un mandat sanitaire de distribution. La distribution des produits par les FELGIP est jugée comme une concurrence alors qu'une association pourrait être envisageable.

Pourtant l'expérience du premier dépôt se révèle un succès technique et économique: un contrat de mise à disposition du dépôt de Boali a été établi fixant les rapports entre le DAM, le DI et la FELGIP ainsi que les obligations de celle-ci, particulièrement de bonne gestion. Deux éleveurs formés à la connaissance technique des produits vétérinaires et surtout à la tenue de livres de gestion, parfaitement maîtrisée avant l'ouverture du magasin, jouent le rôle l'un de pharmacien titulaire, l'autre, plus difficilement, de pharmacien intérimaire, contrôleur interne et responsable des approvisionnements. Un contrôle externe est réalisé mensuellement par les agents de la DAM. La FELGIP a plus que doublé ses actifs en neuf mois d'exercice, passant de 565.000 CFA à 1.600.000 CFA. Aucun dérapage de gestion, hormis quelques petites "incompréhensions", n'a été constaté.

Il y a une tendance très forte de la part de la chefferie traditionnelle de faire de la FELGIP un nouveau lieu de lutte de pouvoir, source de nouveaux avantages; plusieurs anciens représentants, parmi les plus intelligents sans doute, ont compris la légitimité qu'ils pouvaient tirer de cette structure plutôt que d'en affronter directement le principe. Pourtant, même chez ceux-ci, une volonté réelle existe de développer des services socio-économiques qui viendraient renforcer leur crédibilité. Il est illusoire d'envisager une disparition pure et simple de l'ancienne hiérarchie; cette disparition serait de plus dangereuse dans la mesure où elle est investie d'une certaine légitimité et peut servir, particulièrement dans la situation actuelle, de protection aux éleveurs dans la situation tendue où ils se retrouvent souvent vis-à-vis des autorités administratives ou des agriculteurs. Une composition semble plus souhaitable, où services techniques et chefferie traditionnelle se retrouvent pour mettre en place des services de développement. Il est à souhaiter que la tendance coopératiste et démocratique l'emporte finalement sur la tendance conservatrice et féodale, par l'émergence d'une nouvelle génération de gestionnaire mieux formés, plus constructifs, futurs leaders charismatiques dont les mouvements coopératifs ont tant besoin qu'on finit par vouloir les inventer à tout prix.

Conclusion

Les GIP apparaissent à une phase charnière de leur développement: ils constituent un réseau de pharmacies villageoises solidement implanté et dispersé dans l'ensemble des zones d'élevage. Les problèmes liés à cette activité sont réels; des mesures ont été prises, et d'autres le seront encore, pour redresser cette situation. Les GIP sont actuellement fragiles et insuffisamment préparés pour assurer les fonctions qui doivent devenir les leurs. Ceci ne veut pas dire que le transfert de ces fonctions doit être retardé, mais qu'un effort de formation et d'encadrement doit être mené: les GIP ne sont pas moins compétents à assumer les fonctions de représentant ou de percepteur que ceux qui les occupent en ce moment; il faut qu'ils accroissent encore ces compétences à travers la maîtrise d'éléments de comptabilité suffisants.

Il peut être procédé à des redistributions des bénéfices dégagés par les GIP, mais celles-ci sont à limiter au maximum: l'optique coopératiste consiste plus en un réinvestissement perpétuel des moyens dans de nouveaux services afin de satisfaire davantage de besoins. Le fonds de roulement peut par exemple servir aux formations des membres du GIP ou à des équipements dans le cadre des activités communautaires. Il peut servir à des investissements au niveau fédéral de la FELGIP. Il peut enfin servir, dans l'optique du Livre Blanc (Anon, 1990), à la rémunération des équipes de la DAM et de leurs services, garantie d'une pérennité de son fonctionnement à l'arrêt des financements extérieurs. La DAM devrait jouer autant un rôle de catalyseur entre différents intervenants (groupements professionnels, projets spécialement orientés) que d'intervenant direct: favoriser les initiatives plutôt que d'assister les actions.

Les problèmes du court et moyen termes ne doivent pas faire oublier les enjeux à long terme de l'élevage centrafricain: place des professionnels dans l'appareil de développement, reproduction du système à travers ses composantes essentielles: l'homme, l'animal et le milieu. Les éleveurs sont conscients de l'ensemble de ces problèmes: évolution de leur mode de vie sous diverses pressions, réduction de leur cheptel, dégradation des pâturage comme conséquence de leur exploitation "minière". Les changements ne pourront être que progressifs, malgré l'urgence de la crise que certains éleveurs traversent actuellement. Le long terme sera toujours plus difficile à prendre en compte que les besoins essentiels du court terme sont mal assurés.

Bibliographie

Anon. 1991. Livre Blanc de l'Elevage Centrafricain 1991 Diagnostic sur la situation actuelle, deuxième partie, Ministère de Développement Rural, ANDE, Bangui, 114 p.

Blanc, F., Le Masson, C., Assana Remayeko, Le Masson, A., Le Gall, F. & Lhoste, P. 1992. Les raisons d'un engagement agricole irréversible: les éleveurs Mbororo de République Centrafricaine. Les Cahiers de la Recherche Développement, 32 (2): 6-18.

Blanc, F., Le Masson, C., Assana Remayeko, Le Masson, A., Le Gall, F. & Lhoste, P. 1995. Les contraintes au développement de l'élevage en savane humide: l'exemple des Peuls Mbororos en République Centrafricaine. Revue Mondiale de Zootechnie, 82 (1): 69-77.

Belloncle, G. 1978.

Belloncle, G. 1992. Comment former en douze jours les responsables de groupements à la comptabilité et à la gestion en langues nationales. Rapport de mission, Ministère de Développement Rural, ANDE, Bangui, 80 p.

Belloncle, G. 1994. Journal d'une ingénierie sociale: la mise en place de villages-laboratoires au Bénin. Cahiers d'Ingénierie Sociale, 4, 21-77.

Blanc, F. & Matthewman, R.W. 1995. Coopératives et gestion communale en élevage: un aperçu comparatif des pays anglophones et francophones. Annals of Public and Cooperative Economics, 66 (3), 1-21.

Boutrais, J. 1988. Des Peul en savanes humides. Développement pastoral dans l'ouest centrafricain. Etudes et Thèses ORSTOM, Paris, 387 p.

Desroches, H. 1976.

Kaïdalla, M. H. 1995. Les systèmes d'élevage Mbororo de l'Ombella-Mpoko. Mémoire ESAT-CNEARC, Montpellier, 65 p.

Kota-Ginza, A. & Le Masson, A. 1985. Rapport semestriel d'activités N° 9. Sous-projet agro-pastoral de Bossembélé, PDEO, Bangui, RCA.

Le Masson, C. & Remayeko Assana. 1990. Les éleveurs Mbororo, étude socio-économique. Ministère du Développement Rural, ANDE, République Centrafricaine, 227 p.

Le Masson, A. 1992. Données techniques et socio-économiques sur les fromageries artisanales en République Centrafricaine. Les Cahiers de l'Agriculture, 1992 (1), 270-277.

Mercoiret, M.R. 1992. Les organisations paysannes du Sahel: des réalités très diverses. Les Cahiers de la Recherche Développement, 31, 1-13.

Liste des Tableaux

Tableau 1: montant des dettes moyennes et cumulées selon la place du membre dans le GIP
en 1993, valeurs en francs CFA; les montants suivis d'une lettre différente sont significativement différents.

Fonction	Nombre	Dette moyenne	Dette totale
<i>Pharmacien</i>	79	255.000 ^a	20.185.000
<i>Président</i>	42	185.000 ^a	7.965.000
<i>Autre membre bureau</i>	53	51.000 ^b	2.765.000
<i>Autre membre GIP</i>	589	13.000 ^c	7.838.000
<i>Eleveur hors-GIP</i>	451	5.000 ^d	2.390.000

Tableau 2: Répartition de la dette pour une même place dans le GIP.
en 1993, valeurs en francs CFA.

poste	pharmacien	président	autre membre du bureau		autre membre du GIP		autre éleveur	
<i>pourcentage: dont les dettes sont inférieures à:</i>	65%	69%	64%	79%	78%	88%	73%	90%
	100.000	100.000	25.000	50.000	10.000	20.000	5.000	10.000

Liste des Figures

Figure 1: courbe de Lorenz de la répartition des dettes des GIP.

Figure 2: classification des GIP selon leur taux d'endettement et le montant de leurs actifs.